

La drôle de crise des fabricants d'éoliennes

Le monde n'a jamais eu tant besoin d'éoliennes. Mais les fabricants occidentaux, leaders menacés par leurs concurrents chinois, sont tous en difficulté financière.

Le monde n'a jamais tant demandé d'éoliennes. Notamment en mer. Où elles sont plus grandes et six fois plus puissantes qu'à terre. C'est pour cela que la capacité des parcs offshore dans le monde s'est envolée : 2 gigawatts en 2009 (l'équivalent de deux réacteurs nucléaires), 34 gigawatts en 2020 et 63 gigawatts (GW) l'an dernier.

Selon *Bloomberg*, on pourrait ajouter 25 gigawatts de plus chaque année à partir de 2025, puis 45 gigawatts à partir de 2032. Le marché mondial, dopé par la course à la puissance des nouvelles « turbines », devrait ainsi passer de 50 milliards de dollars dans les années 2020 à 100 milliards en 2030, dont un bon tiers en Europe.

Trois constructeurs dans le rouge

Voilà qui devrait réjouir les fabricants occidentaux d'éoliennes offshore, pionniers du secteur et au meilleur niveau mondial. En particulier le danois Vestas, le germano-espagnol Siemens-Gamesa (qui vient d'ouvrir une usine au Havre) et l'américain General Electric (GE), qui en France, a repris les usines d'Alstom à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique, nacelles) et Cherbourg (Manche, pales).

Mais il n'en est rien. Vestas a perdu 1,5 milliard d'euros en 2022 et reste dans le rouge depuis le début de l'année. La branche énergies renouvelables de GE, baptisée Vernova, a perdu 1,8 milliard d'euros et pourrait être vendue. Quant à Siemens-Gamesa, il s'enfonce. Ses pertes étaient de 620 millions d'euros en 2021, 900 millions l'an dernier et pourraient dépasser les 4 milliards cette année.

La cause : un redoutable effet ciseaux. D'un côté, des prix de vente de l'électricité proposés par les développeurs de champs qui sont en baisse constante, pour séduire les gouvernements. En témoignent les 44,90 € du mégawattheure proposés par EDF, récent lauréat du champ en Manche face

à Bayeux (Calvados). C'est le tiers de ce qui était pratiqué au lancement des premiers appels d'offres français.

Ces prix cassés amènent les énergéticiens à faire ensuite pression sur leurs fournisseurs d'éoliennes. Mais ces derniers sont confrontés à la flambée de leurs coûts de production, du fait de la hausse des matières premières : l'acier des mâts, les composites des pales, les métaux rares des générateurs électriques, le cuivre des réseaux. Ils ont également lourdement investi dans de nouvelles usines alors que les appels d'offres arrivent de manière chaotique et que leurs propres fournisseurs peinent à fournir.

Des projets remis en cause

Résultat, on commence à voir des projets tomber à l'eau. Le suédois Vattenfall vient de suspendre le développement du champ de Norfolk Boreas, au Royaume-Uni. L'espagnol Iberdrola a fait de même pour un champ au large du Massachusetts (États-Unis). La proposition du géant danois Orsted au Rhode Island a été refusée car trop chère.

Et ce n'est pas fini. Selon *Bloomberg*, au moins 9,7 GW de projets aux États-Unis sont remis en cause. La patronne de Vattenfall, Anna Borg, l'a résumé sans ambiguïté : « **Aux nouvelles conditions du marché, cela n'a pas de sens de continuer.** »

Pourtant, pour atteindre ses objectifs climatiques, l'Union européenne doit doubler la cadence en pose d'éoliennes. Rien qu'en mer du Nord, les neuf États membres riverains se sont engagés à multiplier par dix leur production éolienne offshore d'ici à 2050. Quant à la France, très en retard, elle rêve d'atteindre les 40 gigawatts, soit 80 fois la puissance de son unique champ actuel, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Chez Siemens-Gamesa, on appelle les gouvernements à « **prendre en compte l'inflation des coûts** » supportés par les industriels, à revoir « **les processus d'autorisation trop longs** » et à en finir avec « **le manque de visibilité à long terme du marché** ».

Le sujet n'est pas neutre en France, où les appels d'offres connaissent un dramatique trou d'air après la première vague des 8 gigawatts des projets qui sont déjà lancés ou attribués.

Chinois en embuscade

Jules Nyssen, président du syndicat des énergies renouvelables (SER), estime que les difficultés du moment sont « **ponctuelles** » et liées aux

investissements que les fabricants d'éoliennes ont réalisés « **en anticipation d'un marché qui ne s'est pas développé aussi vite que prévu** ». Il estime qu'après un « **réajustement** », les fabricants de turbines « **vont retrouver une position plus favorable** » face à un marché « **en pleine explosion** ».

Jules Nyssen rappelle cependant « **la nécessité** » que les industriels « **disposent d'une perspective claire** ». C'est pour cela que le SER « **demande que le prochain appel d'offres porte sur un volume très important, de 10 gigawatts** », l'équivalent de 20 fois le parc de Saint-Nazaire.

Mais le temps passe et les constructeurs chinois pourraient débouler sur le marché de l'offshore après s'être déjà implantés sur le marché terrestre.

Jules Nyssen, s'il est plutôt sceptique, reconnaît que « **rien ne s'y oppose, les appels d'offres étant d'abord axés sur les prix** », tandis que l'introduction d'un critère de construction locale des éoliennes « **se heurte au droit européen de la concurrence** ».

À la CGT, Julien Lambert, dirigeant fédéral de la fédération nationale des mines et de l'énergie (FNME), redoute, lui, « **qu'il se produise pour les éoliennes offshore ce qu'on a vu pour les panneaux solaires, puis pour les éoliennes terrestres** ». Et que « **l'obsession de l'Union européenne pour la concurrence fasse le jeu des fabricants chinois** ». Ceux-ci, MingYang, Goldwind et China State Shipbuilding Corporation, portés par leur gigantesque marché intérieur, proposent déjà, pour la première fois, des modèles plus puissants que ceux des occidentaux et posent désormais autant d'éoliennes qu'eux.

André THOMAS.